

TROISIÈMES RENCONTRES ÉCOLOGIES RURALES ET POPULAIRES

*Villages et communautés villageoises : prendre soin des ruralités
par et pour les communs*

Maison de Courcelles, Saint-Loup-sur-Aujon

Du vendredi 23 mai au dimanche 25 mai 2025

S
Y
N
T
H
È
S
E



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



Rappel des intentions

TROISIÈMES RENCONTRES ÉCOLOGIES RURALES ET POPULAIRES

Les Premières Rencontres, en 2023, avaient mis en lumière les **singularités propres aux formes de vie et d'habiter dans les ruralités**, particulièrement sous l'égide de l'**autonomie**. Les Deuxièmes Rencontres, en 2024, avaient mis en perspective les particularités de l'engagement dans ces mêmes ruralités, à la fois **interstitielles** et **ordinaires**.

Cette année, les Troisièmes Rencontres avaient pour ambition d'approfondir les écologies rurales et populaires thématiques abordées en posant la question de la **politisation des campagnes, avec pour entrée Villages et communautés villageoises : prendre soin des ruralités par et pour les communs**.

Il s'agissait d'abord de comprendre comment les ruralités peuvent se réapproprier, au travers des communs et du soin, leur propre **organisation politique et sociale** et d'interroger la capacité des **communs ruraux** à constituer une alternative aux modèles de pensée et d'action de l'aménagement, qui **gomment les singularités et spécificités** des territoires ruraux et participent même souvent à les **dessaisir de leurs propres écologies**. Si d'autres voies sont à emprunter, ces Rencontres visaient aussi à mettre en lumière les pratiques locales de **subsistance**, de **transmission** et de gestion collective, de **proximité** et de **solidarité**.

Les **communs ruraux**, par leur **ancrage territorial**, par les relations induites

entre les communautés villageoises et leurs **milieux**, par leur capacité à repenser d'autres formes de **gestion** et de **gouvernance**, ne sont-ils pas l'une des clés d'un contre-modèle, soutenable et désirable ?

En bâtissant des **alliances** nouvelles, aux marges ou hors des institutions, n'y a-t-il pas, alors, à **s'engager** par et pour **les communs** pour **prendre soin des ruralités** et de leurs **communautés** ?

Quels sont les rôles et fonctions du **soin** comme formes renouvelées d'entraide et de solidarités ? Tout ceci ne figure-t-il pas autrement la politisation des ruralités ?

Comment, en somme, les communs et le soin peuvent-ils être les vecteurs d'une politisation renouvelée des ruralités, en redéfinissant les formes d'autonomie, de solidarité et de gouvernance locale ?

Prenant ainsi en considération les fragilités et les oppressions, il s'agira, deux jours durant, de **repenser la politicalité des ruralités**, en y situant les **solidarités** et liens de **communautés** dans l'écologie de la subsistance et dans les engagements qui se font jour. Sous forme de tables rondes, d'ateliers et de discussions, mais aussi de visionnages et d'arpentages, ces moments d'échanges viendront nourrir ce qui pourrait participer d'un **faire différemment politique depuis et dans les ruralités**.



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



MAISON DE COURCELLES



réseau
d'expérimentation
et de liaison
des initiatives
en espace rural



ASSOCIATION DES MAIRES
RURAUX DE FRANCE

Synthèse brève

TROISIÈMES RENCONTRES ÉCOLOGIES RURALES ET POPULAIRES

Organisées par le **Mouvement post-urbain**, la **Maison de Courcelles**, **RELIER** et l'**Association des maires ruraux de France (AMRF)**, les Troisièmes Rencontres Écologies Rurales et Populaires se sont tenues à la Maison de Courcelles à Saint-Loup sur Aujon (Haute-Marne) du 23 au 25 mai derniers. Tables-rondes, ateliers thématiques et arpentages ont permis d'explorer les communs ruraux comme possibilités d'un droit effectif à la vie locale.

Ces Rencontres avaient pour ambition d'approfondir les thématiques abordées les précédentes années en posant la question de la **politisation des campagnes**, avec pour entrée **Villages et communautés villageoises : prendre soin des ruralités par et pour les communs**.

Il s'agissait d'abord de comprendre comment les ruralités pouvaient se réapproprier, au travers des communs et du soin, leur propre organisation politique et sociale et d'interroger la capacité des communs ruraux à constituer une alternative aux modèles de pensée et d'action de l'aménagement qui **gomment les singularités et spécificités des territoires ruraux** et participent même souvent à les **dessaisir de leurs propres écologies**.

Si d'autres voies sont à emprunter, ces Rencontres visaient aussi à mettre en lumière les **pratiques locales de subsistance**, de **transmission** et de **gestion collective de proximité** et de **solidarité**.

Parmi les expériences partagées, la **réappropriation des savoir-faire artisanaux** a occupé une place centrale. Osiéiculture et vannerie ont été présentées comme techniques, mais aussi comme **vectrice de liens au vivant**, de **mémoire** et de **transmission**. Leur réappropriation passe par le **récit**, le **temps long** et une attention à la matière pour s'inscrire dans une pédagogie où **le territoire devient un support à la pratique et à l'apprentissage**.

Les communs ne relèvent jamais ni d'un modèle figé ni d'une utopie abstraite, mais désigne une **constellation d'expériences situées**.

D'une école enseignant savoir-faire et **savoirs de la subsistance** (**Institut de Tramayes**) à une **maison de naissance autogérée** (**Mam and co**), en passant par une **cantine scolaire ancrée dans les circuits ultra-courts** (**Maison de Courcelles**) ou des **dispositifs de programmation culturelle ouverts à tous les usages et formes d'expression** (**Foyers ruraux de Haute-Marne**).

Ces initiatives incarnent la **communalisation**, affirmant dans le même mouvement **solidarité** et **prise d'autonomie**.

La question du **soin** a traversé les échanges au travers d'expériences d'accueil, de parentalité ou de santé communautaire.

L'atelier « Santé et solidarités » a révélé des formes de soin villageois profondément ancrées reposant sur la **connaissance fine des personnes et des lieux**. Ces pratiques, souvent non reconnues, voire **invisibilisées**, réinvestissent le soin d'un sens politique dans une logique de **justice sociale et reproductive**, avec **re-politisation de l'autonomie**, de **l'accessibilité**, de **l'assistance** et de **l'attention** quotidiennes.

Mais la relocalisation des pratiques sans interroger les **cadres actuels de l'action publique** ni redéfinir les **échelles d'intervention** et de régulation ne saurait suffire. La **décentralisation** apparaît comme une condition impérative et quatre voies d'évolution se sont dessinées.

Tout d'abord, depuis les positions institutionnelles, deux voies ont été questionnées.

La première vise les **collectivités locales** et la souplesse à trouver en leur sein face à des grands enjeux encore peu maîtrisés (comme la transition écologique), la seconde est relative aux **marges de manoeuvre** à trouver au sein des **métiers de l'action territoriale**.

Face aux limites de ces potentiels institutionnels, deux autres voies ont aussi éclos, **la participation des habitants** à la gestion des affaires municipales (notamment par des **listes citoyennes**) et plus encore des **initiatives associatives** dans le champ des **communs** et du soin, à une échelle extramunicipale.

Finalement, **prendre soin des ruralités par les communs** n'est pas de l'ordre de la compensation (celle de leur relégation) mais implique de redonner toute leur place aux **savoirs populaires**, aux **formes d'organisations collectives**, aux gestes de **transmission**. L'histoire et les pratiques des **communs ruraux** doivent être mises en avant, non seulement au regard des échéances électorales à venir, mais dans la perspective plus large des décennies décisives que nous traversons.

C'est sans doute là, dans ces lieux trop longtemps relégués, aux pratiques parfois marginalisées ou invisibilisées (« **débrouille** » populaire par exemple) que s'expérimentent déjà des formes concrètes d'une **autre écologie, autonome et nourricière, à rebours des logiques extractivistes, productivistes et marchandes...** des grands mondes urbains.



synthèse détaillée

TROISIÈMES RENCONTRES ÉCOLOGIES RURALES ET POPULAIRES

Vendredi 23 mai

TABLE-RONDE 1 : LES RURALITÉS FACE AUX BESOINS PREMIERS : DÉPENDANCES AUX SERVICES PUBLICS OU VOIES D'AUTONOMIE ?

La table ronde inaugurale a ouvert les débats sur un enjeu structurant : **la tension entre la dépendance aux services publics centralisés et la quête d'autonomie** des modes de vie populaires ruraux.

Les formes populaires de subsistance comme résistances discrètes

Fanny Hugues (EHESS) a proposé une lecture fine des modes de vie articulés autour de la **"débrouille rurale"**, portés par un capital de subsistance impliquant un **rapport différent au temps et au travail**. Ces formes d'autonomie quotidienne reposent sur des **savoir-faire d'entraide** et d'**économie des ressources**, exprimant moins une écologie revendiquée qu'une économie morale du **peu, discrète** mais profondément **résistante aux logiques extractivistes**.

Droit à la vie locale plutôt qu'à la mobilité

Sigrid Clavieras et **Olivier Maffre** (Mouvement post-urbain) ont prolongé cette réflexion en interrogeant la centralité du modèle métropolitain de mobilité.

Appelant à déplacer le paradigme du **"droit à la mobilité"** vers un **"droit à la vie locale"**, ils ont invité les participants à repenser la **relocalisation des activités**, la **mutualisation des déplacements** et la **création de réseaux d'entraide**, comme les transports solidaires à la demande ou des véhicules intermédiaires produits esquissant ainsi les contours d'un **modèle d'autonomie sobre**, fondé sur la **proximité** et la **coopération**.

Cultiver les alliances : une écologie de l'engagement

Louis Létoré (Maison de Courcelles) a présenté la démarche éducative et territoriale portée par la Maison de Courcelles, qui vise à faire de l'alimentation locale un **levier d'éducation** et de **culture** permettant de mieux nourrir tout en **rémunérant justement les producteurs**.

Dès lors, il est, pour faire écologie, à faire **alliance** et **engagement**, comme **commun en acte**.

Vendredi 23 mai

TABLE-RONDE 1: LES RURALITÉS FACE AUX BESOINS PREMIERS : DÉPENDANCES AUX SERVICES PUBLICS OU VOIES D'AUTONOMIE ?



Samedi 24 mai

ATELIER 1 : COMMUNS CULTURELS ET EDUCATIFS A VISEE ECONOMIQUE

Les échanges ont mis en lumière la dimension politique de la **transmission** en ruralités.

Guillaume Morael (Institut de Tramayes) a exposé le projet d'un enseignement **réconciliant savoirs théoriques** et **savoir-faire** de la **paysannerie** et de **l'artisanat**, avec l'écologie pour dimension transversale. L'implantation d'un tel établissement en ruralité implique une démarche holistique où les **étudiants sont en lien étroits avec les artisans du village**. . L'insertion d'un tel institut dans la vie villageoise appelle à une posture d'**humilité** et d'écoute puisque le village précède l'institut, ce qui souligne la nécessité d'une intégration par la **solidarité locale**.

La **lenteur**, bien qu'en tension avec l'urgence des alternatives, apparaît comme une condition de la **fédération et de la durabilité des communs**.

Benjamin Lambert (Fédération des foyers ruraux de Haute-Marne) a lui rappelé combien les foyers ruraux constituent des **infrastructures culturelles du lien**, en valorisant les expressions issues du **quotidien plutôt qu'en imposant une culture officielle**.

Ils participent ainsi à dépasser le sentiment d'**invisibilité** des territoires, ce paradoxe entre la fierté d'appartenir à un lieu et l'idée qu'"il ne se passe rien chez nous" en restaurant la **confiance** et le **pouvoir d'agir collectif**.

ATELIER 2 : COMMUNS DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Les discussions autour des **communs de nature** (terre, forêts, eau) ont rappelé leur **pluralité** de formes et de fonctions.

Christian Sunt (Université rurale des Cévennes) a insisté sur leur rôle **nourricier, écologique et social**.

Tom Hébrard (Tiers-Lieux La Martinière) a mis en avant les conditions de **mutualisation** et de **communalisation** des ressources qui ne peuvent se faire sans s'extraire des **systèmes de propriété et de visibilité étatique et institutionnelle**, et ce par une **sécurisation des terres** (via les GFA par exemple), par des **pratiques d'accueil et d'autonomie discrètes** ou au contraire par une **relation approfondie avec différents territoires et échelles**, en se plaçant comme ouvrier du dialogue avec les sphères de pouvoir.

Charles Grandmottet (PTCE Langres) a soulevé la question cruciale des **échelles d'action**, distinguant les initiatives locales, peu soutenues par des institutions d'État, des projets à vocation plus large, **dépendants des cadres publics**, soulignant l'impossibilité, parfois, de s'en affranchir, en particulier lorsqu'elles sont soumises à de fortes contraintes normatives et contraintes légales (cas de la cantine scolaire notamment).



Samedi 24 mai

Dès lors, la défense d'une politique publique et des réseaux créés localement se mène parfois conjointement, entraînant un aller-retour systématique entre les différentes échelles (locale/globale) pour faire exister les **initiatives locales**.

Ces échanges ont fait émerger une idée forte : **le temps long de la communalisation** et de la production, temps nécessaire à la **formation de liens**, de **savoirs partagés** et d'**interdépendances spatiales**.

ATELIER 3 : SANTÉ ET SOLIDARITÉS COMME COMMUNS RÉACTIVÉS

L'atelier a dressé un constat préoccupant : **la concentration, en ville, de l'offre de santé publique** corrélée à un **accès difficile des habitants des campagnes** du fait de la distance aux lieux de soin et des **coûts engendrés** non pris en charge, fragilisent les conditions de vie et de naissance en milieu rural. Les fermetures de maternités, l'éloignement des lieux de soin et la technicisation de la naissance laissent peu de place à une **approche humaine et choisie du soin**. Les acteurs du soin ont vu leurs conditions de travail se dégrader et souffrent d'un manque de reconnaissance, puisqu'une **approche technique de la naissance** prédomine, focalisée sur la gestion du risque, a priori plutôt **hostile aux formes d'accompagnement et d'autonomisation hors de l'hôpital**. Par conséquent, le libre choix du « projet de naissance » n'est pas une réalité : **la préparation et le suivi sont rendus malaisés pour les femmes rurales**, en particulier pour les plus précaires.

Or l'enjeu est bien celui d'« être en capacité de concevoir et d'éduquer des enfants désirés, dans la sécurité matérielle et affective d'un environnement attentif » rappelle **Françoise-Edmonde Morin**.

Des initiatives de terrain témoignent toutefois d'une vitalité **en marge et peu soutenue : maisons de naissance** (comme **Mam and Co** en Côte-d'Or), des **cabinets partagés de village**, parfois aidés par les collectivités locales, associés à une organisation concertée entre acteurs du soin afin d'avoir un suivi plus régulier et accessible en milieu rural, des **lieux d'échange et structures-ressources permettant d'accéder à l'information**, de s'entraider (**cafés-parentalité** dans des petites villes ; **réseau d'hébergement solidaire pour les parturientes et sages-femmes** éloignées des unités hospitalières et/ou assurant des suivis à domicile...).

Certaines femmes développent des pratiques autonomisantes, inspirées des **savoir-faire locaux** (ateliers d'**auto-gynécologie**, utilisation des plantes...) et des **solidarités villageoises historiques** (garde d'enfants, attention mutuelle quotidienne...) pouvant aller jusqu'à l'accouchement à domicile, avec ou sans assistance. Ces gestes, hérités des solidarités villageoises, repolitisent le soin en l'ancrant dans la justice reproductive, l'autonomie et la dignité.

Samedi 24 mai

Des initiatives de terrain témoignent toutefois d'une vitalité **en marge et peu soutenue** : **maisons de naissance** (comme **Mam and Co** en Côte-d'Or), des **cabinets partagés de village**, parfois aidés par les collectivités locales, associés à une organisation concertée entre acteurs du soin afin d'avoir un suivi plus régulier et accessible en milieu rural, des **lieux d'échange et structures-ressources permettant d'accéder à l'information**, de s'entraider (**cafés-parentalité** dans des petites villes ; **réseau d'hébergement solidaire pour les parturientes et sages-femmes** éloignées des unités hospitalières et/ou assurant des suivis à domicile...).

Certaines femmes développent des pratiques autonomisantes, inspirées des **savoir-faire locaux** (ateliers d'**autogynécologie**, utilisation des plantes...) et des **solidarités villageoises historiques** (garde d'enfants, attention mutuelle quotidienne...) pouvant aller jusqu'à l'accouchement à domicile, avec ou sans assistance. Ces gestes, hérités des solidarités villageoises, repolitisent le soin en l'ancrant dans la justice reproductive, l'autonomie et la dignité.

ATELIER 4 : PRENDRE SOIN DU VIVANT PAR LA TRANSMISSION ET LES SAVOIR-FAIRE

Les échanges ont exploré les conditions du **soin au vivant, humain et non humain**, à travers la transmission artisanale.

Judith Baud et **Pierre Eveillard**, artisans vanniers ont illustré l'importance du **récit**, du **geste**, voire du **micro-geste**, et du **temps long** : un apprentissage lent, sensoriel et situé.

A également été souligné combien la transmission suppose de **relocaliser les savoir-faire** et **les matières premières**, mais aussi de réhabiliter les **techniques paysannes de soin naturel** et ainsi contribuer à une **écologie de la main et de la mémoire**.

Le soin au vivant devient alors une **pédagogie du territoire**, une **école du rapport sensible au monde**, tournée vers les jeunes générations, par une **autonomisation**, une **découverte de leur environnement** et par une **considération** de ce que **l'environnement local recèle de ressources** (alimentaires notamment mais aussi de **communautés**).



Dimanche 26 mai

LA PROVISION COMMUNE, UNE CONTRE-INSTITUTION AFFIRMATIVE :

La **Coopérative Intégrale du Haut-Berry** a présenté le modèle de la **provision commune** : un outil permettant d'assurer le droit à la vie hors des logiques marchandes, au travers de **rapports non-marchands et non-monétaires** et la pratique du **prix coûtant**.

L'enjeu de la coopérative est la **transformation de l'existant** (et non de la création) : ce qui est proposé dépendra du contexte et de la conjoncture du lieu, des envies des personnes déjà présentes.

Fondée sur la libre association anarchiste et l'absence d'obligation de travail, la provision commune repose sur le **principe d'autonomie partagée** et chacun contribue selon ses capacités, et reçoit selon ses besoins.

La coopérative cherche ainsi à créer les **conditions pour faire émerger ce qui semble contraint par les institutions, afin de s'en libérer** et se présente avant tout comme un projet d'émancipation et non une utopie ou une alternative.

TABLE-RONDE 2 : LA POLITISATION DES RURALITÉS PAR LES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES

Clôturent les Rencontres, cette table ronde, réunissant **Patricia Andriot** (vice-présidente du Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire et élue haut-marnaise), **Guillaume Faburel** (Université Lyon 2, Mouvement post-urbain), **Thomas Fourmond** et **Kathleen Rethoret** (Coopérative Intégrale du Haut-Berry), et **Yvan Lubraneski** (vice-président de l'AMRF)

s'est attachée à interroger la **politicalité** propre aux ruralités à partir du **faire-commun** et du **faire-soin**.

S'appuyant sur la lecture de la Tribune "Ruralités : pour un droit à la vie locale" publiée dans Libération, les échanges ont cherché à envisager les ruralités comme **foyers de production politique**, où s'inventent d'autres formes d'**organisation**, de **solidarité** et de **démocratie**.

Vers une communalisation des institutions

Pour Yvan Lubraneski (AMRF), la politisation des ruralités passe d'abord par une **réappropriation des institutions locales**.

La commune n'est ainsi pas un simple échelon administratif, mais un bien **commun politique**, la propriété de tous dans un **projet émancipateur** et de **partage**.

Dès lors, l'enjeu est d'investir les institutions pour les communaliser", d'y introduire des **pratiques de gouvernance partagée** malgré les résistances systémiques. Cette perspective appelle à reformuler le pacte démocratique, par exemple à travers une **constitution municipale** qui instituerait un rapport moral entre élus et habitants, redonnant à la commune son rôle de **foyer civique et collectif**.

Dimanche 26 mai

Des fragilités institutionnelles comme leviers d'action

Patricia Andriot (ANCT) a prolongé cette réflexion en insistant sur la nécessité d'affirmer le **caractère politique des projets ruraux**, là où prévaut souvent une culture du "non-politique". Si les mutations contemporaines (en termes écologiques, énergétiques ou numériques) représentent des zones d'incertitude pour les institutions, elles peuvent devenir des **espaces d'ouverture** à d'autres formes de **gouvernance** depuis l'intérieur des institutions

L'autonomie comme horizon politique

Pour Thomas Fourmond et Kathleen Rethoret (CIHB), la Coopérative Intégrale du Haut-Berry illustre cette politisation par le bas. En s'**alliant** avec des collectifs locaux pour des dynamiques territoriales partagées, la CIHB agit « pour **la cause commune**, et non pour le service public ». L'objectif n'est pas la confrontation, mais la **coexistence de formes politiques autonomes** : une manière d'exercer la puissance d'agir sans se couper des territoires ni se soumettre aux logiques institutionnelles.

Repenser la taille du fait politique

Enfin, Guillaume Faburel (Mouvement post-urbain) a rappelé que les **conditions énergétiques et matérielles contemporaines ne permettent plus de penser les densités** ni leur administration comme autrefois.

La nécessaire **déconcentration** et **décentralisation** des structures de décision réinterrogent la taille du fait politique : **comment gouverner à échelle humaine, sans reproduire la verticalité métropolitaine ?**

Sont alors à envisager des **échelles intermédiaires (fédérations, réseaux intercommunaux, coopérations entre villages)** pouvant devenir les nœuds d'une nouvelle architecture démocratique, capable d'articuler **autonomie locale et interdépendances territoriales**.



Dimanche 26 mai

TABLE-RONDE 2 : LA POLITISATION DES RURALITÉS PAR LES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES



Dimanche 26 mai

CONCLUSION : POLITISER LE SOIN, COMMUNALISER LA DÉMOCRATIE

Au croisement de ces interventions, s'est affirmée une conviction partagée : la **politisation des ruralités ne peut se réduire seulement à un retour au local, mais suppose une refondation du politique par les communs.**

Le soin, entendu dans son acception la plus large (soin des lieux, des liens, du vivant) devient une méthode politique, un **mode d'habiter démocratique.**

Au croisement de ces interventions, s'est affirmée une conviction partagée : la **politisation des ruralités ne peut se réduire seulement à un retour au local, mais suppose une refondation du politique par les communs.**

Le soin, entendu dans son acception la plus large (soin des lieux, des liens, du vivant) devient une méthode politique, un **mode d'habiter démocratique.**

Cette politisation par le soin ne s'improvise pas : elle s'inscrit dans une **temporalité longue**, celle de la **transmission**, de l'apprentissage patient et de la **réappropriation des savoir-faire.** Les ateliers consacrés aux savoir-faire artisanaux et aux pratiques de subsistance ont montré **combien les communs requièrent du temps pour se tisser, du temps pour faire communauté et pour ancrer la connaissance dans la pratique.**

Qu'il s'agisse d'osiericulture, de vannerie, d'éducation partagée ou de santé communautaire, chaque expérience d'autonomie ne peut se cultiver que dans la lenteur, dans la **proximité** et dans la **continuité.**

Ainsi, il est bien à reconsidérer les ruralités comme **espaces de transmission et d'expérimentation**, où se réinventent à la fois les **communs**, la **fonction des institutions** et le sens même de la **communauté**, où le politique se tisse à partir du soin, de l'attention et d'une **écologie commune, nourricière, émancipatrice, autonomisante** (Premières Rencontres, 2023) et **clairement engagée** (Deuxièmes Rencontres, 2024) **par et pour les communautés villageoises.**



WWW.POST-URBAIN.ORG



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



réseau
d'expérimentation
et de liaison
des initiatives
en espace rural

